

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

8 OCTOBRE 2003

Proposition de résolution relative à la crise qui frappe les producteurs de café

(Déposée par Mme Jacinta De Roeck
et M. Jan Van Duppen)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution reprend, avec quelques modifications, le texte d'une proposition qui a déjà été déposée le 28 mars 2003 à la Chambre des représentants par Mme Leen Laenens et consorts (doc. Chambre n° 50-2411/1 — 2002/2003).

On assiste actuellement à un drame social parmi les producteurs de café. Après le pétrole brut, le café est le principal produit d'exportation des pays en développement. Quelque 20 à 25 millions de ménages vivent de la culture du café. Jusqu'en 1989, l'accord sur le café a permis d'organiser correctement le marché mondial du café. L'Organisation internationale du café (ICO), qui réunit les pays importateurs et exportateurs, régula le marché en distribuant des quotas. Au sein de l'ICO, on procédait chaque année à une estimation de la consommation mondiale de café et on distribuait des quotas d'exportation afin de répartir la production mondiale. L'ICO fixait également le prix minimum et maximum du café à la livre, et ce, afin de combattre la surproduction: dès que le prix du marché tombait sous le prix minimum, l'offre était réduite.

En 1989, le Brésil et les États-Unis se sont toutefois retirés du secteur réglementé du café. Ils ont ainsi commercialisé le café sur le marché libre et ouvert la voie à la mise en place d'un marché chaotique et à la surproduction, deux facteurs qui ont entraîné des fluctuations de prix dans les années nonante et qui sont également à l'origine de l'actuelle chute des prix.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

8 OKTOBER 2003

Voorstel van resolutie betreffende de crisis in de koffieteelt

(Ingediend door mevrouw Jacinta De Roeck
en de heer Jan Van Duppen)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie neemt, met enkele wijzigingen, de tekst over van een resolutie dat reeds op 28 maart 2003 in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend door mevrouw Leen Laenens c.s. (stuk Kamer, nr. 50-2411/1 — 2002/2003).

Momenteel voltrekt zich een sociaal drama in de koffieproductie. Koffie is, na ruwe olie, het belangrijkste exportproduct voor ontwikkelingslanden. Ongeveer 20 tot 25 miljoen gezinnen zijn voor hun levensonderhoud afhankelijk van de koffieteelt. Tot 1989 leidde het koffieakkoord de wereldwijde koffiemarkt in goede banen. De Internationale Koffie Organisatie (ICO), die import- en exportlanden verenigt, regelde de markt door de verdeling van quota. Via de ICO werd jaarlijks het wereldverbruik van koffie geschat en werden er exportquota toegewezen om de wereldwijde productie te verdelen. De ICO bepaalde eveneens de minimum- en maximumprijs per pond koffie wat overproductie moest tegengaan: wanneer de marktprijs onder de minimumprijs zakte, werd het marktaanbod beperkt.

In 1989 trokken Brazilië en de VS zich echter terug uit de gereguleerde koffiebranche. Daardoor brachten ze de koffie op de vrije markt en openden ze de deur naar een chaotische markt en overproductie, met prijsschommelingen in de jaren negentig en de huidige prijsval als gevolg. De vrije markt verschaftte ook toegang aan nieuwkomers. Vietnam dat mede

Le marché libre s'est également ouvert à de nouveaux producteurs. Le Vietnam, qui s'est lancé sur le marché du café, notamment grâce à l'aide de la Banque mondiale, est actuellement le deuxième pays exportateur de café, après le Brésil.

En 2001, on a produit 116,3 millions de sacs (de 60 kilos) de café de par le monde, soit près de 10 millions de sacs de plus que la demande escomptée de 106,7 millions de sacs(1). En quatre ans, les prix du café se sont effondrés de plus de 50% et ils ont atteint sur le marché mondial leur niveau le plus bas depuis quarante ans(2). Les pays producteurs n'ont pratiquement aucune influence sur le prix du café, étant donné que celui-ci est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande au niveau mondial. Or, il y a déjà un certain nombre d'années que l'offre est supérieure à la demande, une situation dont profitent surtout les négociants. Le niveau très bas du prix du café appauvrit les pays en voie de développement, qui se voient ainsi contraints d'emprunter aux intermédiaires.

Les conséquences néfastes de cette situation sont légion. La pauvreté, la famine, la sous-alimentation frappent la population. Les enfants ne peuvent plus aller à l'école et les ouvriers des plantations se retrouvent à la rue avec leur famille sans aucune subsistance. Il s'ensuit que beaucoup de personnes quittent leurs terres et s'en vont vers les villes à la recherche d'un avenir meilleur. Celles-ci, dépourvues de tout moyen permettant d'intégrer les milliers de paysans dans leur tissu social, ne peuvent absorber un tel afflux. D'autres paysans cherchent à se construire une nouvelle vie par le biais de l'émigration illégale, le plus souvent vers les États-Unis. Des milliers de personnes provenant d'Amérique centrale sont interceptées en chemin, au Guatemala, au Mexique ou aux frontières des États-Unis, et sont renvoyées dans leur pays. Un grand nombre d'entre elles succombent à une mort certaine dans des camions hermétiquement fermés, après avoir été exposées pendant des heures à une chaleur atroce au cours de la traversée d'une zone désertique.

La crise dans le secteur du café n'est cependant pas seulement responsable de tous ces drames humains: elle a aussi des conséquences désastreuses sur l'environnement. Dans un certain nombre de régions productrices de café, les arbres fournissent de l'ombre aux caféiers. Or, la pauvreté conduit les paysans à abattre de nombreux arbres pour pouvoir en vendre le bois, avec tous les effets néfastes que cela peut avoir sur la culture du café et l'environnement.

(1) *De Wereld morgen*: <http://www.dwm.ngonet.be>.

(2) *Politiek moet ingrijpen in koffiecrisis*: <http://www.fairtrade.org>.

met de steun van de Wereldbank zich op de koffiemarkt heeft gestort, is vandaag — na Brazilië — nummer twee als koffie-exporteur.

In 2001 werden wereldwijd 116,3 miljoen zakken (van 60 kilo) koffie geproduceerd. Bijna 10 miljoen zakken meer dan de geschatte consumptievraag van 106,7 miljoen zakken(1). De prijzen kelderden in vier jaar tijd met ruim 50% en het prijspeil op de wereldmarkt is het laagste sinds 40 jaar(2). De producerende landen hebben nauwelijks invloed op de koffieprijs omdat deze wordt bepaald door vraag en aanbod op wereldniveau. Het aanbod is al een aantal jaar groter dan de vraag en het zijn vooral de koffiehandelaars die hiervan profiteren. De ontwikkelingslanden worden armer door de lage prijs en gaan geld lenen van de tussenhandaars.

De negatieve gevolgen hiervan zijn legio. Armoede, hongersnood en ondervoeding slaan toe. Kinderen kunnen niet meer naar school en plantagearbeiders komen met hun gezinnen zonder enige voorziening op straat te staan. Gevolg is dat veel mensen hun grond verlaten en naar de stad trekken op zoek naar een betere toekomst. Die kunnen de duizenden boeren door gebrek aan een sociaal vangnet niet opnemen. Anderen zoeken een nieuw leven door illegaal te emigreren, meestal naar de Verenigde Staten. Duizenden mensen uit Midden-Amerika worden onderweg, in Guatemala, Mexico of aan de grens met de VS opgepakt en naar hun land teruggestuurd. Velen sterven een gewisse dood in hermetisch gesloten vrachtwagens na urenlange blootstelling aan de hitte bij het doorkruisen van woestijnachtig gebied.

Naast deze mensonterende levensomstandigheden is er ook de negatieve ecologische impact van de koffiecrisis. In een aantal koffiestreken zorgen bomen voor schaduw voor de koffiestruiken. Armoede zorgt ervoor dat boeren vele bomen verwijderen om het hout te kunnen verkopen met alle gevolgen voor de koffieteelt en het milieu.

(1) *De Wereld morgen*: <http://www.dwm.ngonet.be>.

(2) *Politiek moet ingrijpen in koffiecrisis*: <http://www.fairtrade.org>.

Jorge Cardenas, président de la *World Coffee Conference* qui s'est tenue à Londres en 2001, a décrit cette situation comme suit :

«Nous traversons aujourd'hui l'une des périodes les plus noires que le secteur du café ait connue au cours des cent dernières années. Inférieurs aux prix pratiqués au cours de la grande crise des années trente, les prix à l'exportation, exprimés en dollars américains constants, ont atteint leur plus bas niveau depuis 1900. Or, ils étaient déjà considérés, à cette époque, comme désastreux pour les pays en développement. On notera par ailleurs que plus de vingt millions de familles de cultivateurs de café luttent, sur plusieurs continents, pour survivre dans ces conditions difficiles, et qu'un grand nombre d'entre elles, qui doivent vivre avec moins d'un dollar par jour, se sont considérablement appauvries» (1).

Deux ans plus tard, la situation n'a pas changé dans le secteur du café. Les multinationales du café ne font, au contraire, que tirer profit de la situation : elles engrangent des surplus de bénéfices grâce à la faiblesse du prix du café, et cette faiblesse du prix de la matière première a fait exploser leurs profits. Le marché du café est victime des inégalités constatées dans la répartition des bénéfices, et il s'agit là d'une conséquence du processus de libéralisation et de mondialisation entamé dans les années nonante.

En septembre 2002, Oxfam a lancé une campagne mondiale visant à juguler la crise dans le secteur du café. Oxfam entendait ainsi inciter l'industrie du café — dont les profits annuels n'atteignent pas moins de 70 millions d'euros — à payer un prix décent aux cultivateurs de café(2). Dans le cadre de cette campagne, cette organisation internationale a remis son rapport sur le café au ministre belge des Affaires étrangères, rapport dans lequel elle a proposé un *Coffee Rescue Plan* : le café de moindre qualité doit être retiré du marché; les pertes subies par les cultivateurs doivent être compensées; et il faut apporter à la crise une solution structurelle qui consiste à mettre en place un mécanisme permettant d'atteindre un équilibre entre la production et la consommation de café, de manière à stabiliser son prix. Le rapport d'Oxfam appelle en outre à une augmentation de la consommation de café commercialisé dans des conditions équitables(3).

(1) Lettre adressée au ministre néerlandais de la Coopération au développement par Stefan Durwael, directeur de l'organisation *Fair Trade*: www.fairtrade.org/download/08briefez.doc.

(2) Communiqué de presse de l'ASBL Magasins du Monde — Oxfam: <http://www.oww.be/actualiteit/artikel.php?itemID=59>.

(3) Charis Gresser, Sophia Tickell, «*Mugged poverty in your coffee cup*», Oxfam International, 2002, p. 54.

Jorge Cardenas, voorzitter van de *World Coffee Conference*, die in 2001 in Londen werd gehouden verwoordde het als volgt :

«We maken één van de meest dramatische momenten door in de koffiegiedenis van de afgelopen 100 jaar. Exportprijzen in constante Amerikaanse dollars zijn op het laagste punt sinds 1900, en zijn lager dan in de grote crisis van de jaren dertig. Die werden toen reeds als desastreuus beschouwd voor de ontwikkelingslanden. Meer dan 20 miljoen families van koffieboeren strijden op verschillende continenten om te overleven in deze moeilijke omstandigheden; velen zijn aanzienlijk armer geworden en moeten leven van minder dan een dollar per dag»(1).

Twee jaar later is de situatie in de koffiesector er niet op verbeterd, integendeel. Ondertussen profiteren de koffiemultinationals van de situatie. Zij maken dankzij de lage koffieprijzen extra winsten. De lage grondstoffenprijzen in de koffiesector hebben tot een verhoging van de winsten geleid. De koffiemarkt is het slachtoffer van de ongelijke winstverdeling. En dat is een gevolg van het liberaliserings- en globaliseringsproces dat in de jaren negentig begon.

Oxfam lanceerde in september 2002 een wereldwijde campagne om de koffiecrisis aan te pakken. De internationale organisatie wil de koffie-industrie — goed voor 70 miljoen euro per jaar — ertoe aanzetten de koffieboeren een fatsoenlijke prijs te betalen(2). In het kader van deze campagne overhandigde Oxfam haar koffierapport aan de Belgische minister van Buitenlandse Zaken. In haar rapport stelt Oxfam een *Coffee Rescue Plan* voor. Koffie van mindere kwaliteit moet van de markt gehaald worden. De boeren moeten voor de geleden verliezen gecompenseerd worden. Daarnaast moet er een structurele oplossing komen: de ontwikkeling van een mechanisme dat productie en consumptie van koffie in balans brengen en op die manier de koffieprijzen stabiliseert. Het Oxfam rapport vraagt tevens een verhoging van de consumptie van eerlijk verhandelde koffie(3).

(1) Brief aan de Nederlandse minister van Ontwikkelingssamenwerking door Stefan Durwael, directeur Fair Trade organisatie: www.fairtrade.org/download/08briefez.doc.

(2) Persbericht Oxfamwereldwinkels VZW: <http://www.oww.be/actualiteit/artikel.php?itemID=59>.

(3) Charis Gresser, Sophia Tickell, «*Mugged poverty in your coffee cup*», Oxfam International, 2002, blz.54.

Si cette organisation a reçu le soutien appuyé de plusieurs ministres au cours de la présidence belge de l'Union européenne, cette dernière ne s'en cantonne pas moins, pour l'instant, dans un rôle d'observateur.

Le 24 janvier, une pétition signée par plus de 130 000 personnes a été remise à Douwe Egberts, le leader sur le marché belge du café.

Il ressort clairement de ce qui précède que la crise du café ne pourra pas être résolue en laissant le marché suivre son cours. La majorité des cultivateurs demeureront tributaires des intermédiaires et ne pourront jamais devenir économiquement autonomes. Qui plus est, ce n'est pas un label (en l'occurrence, *Max Havelaar*) qui peut éviter que l'on continue à planter des caféiers et, dès lors, que la surproduction et la baisse des prix se poursuivent. La solution à la crise du café doit donc s'inscrire dans un cadre plus large que celui des relations commerciales et du comportement du consommateur. La logique du marché ne peut en outre pas nuire à l'homme ni à l'environnement.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A) Considérant que la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié la pauvreté mondiale en 2015 (ce qui constitue l'un des objectifs de ce millénaire) et que, sans solution structurelle à la crise frappant le secteur du café, cet objectif est plus que jamais hors de portée;

B) Constatant que les prix historiquement bas du café ont des conséquences déstabilisatrices pour les pays en voie de développement et menacent l'existence de 25 millions de producteurs de café dans le monde;

C) Constatant que le marché mondial produit chaque année un surplus de café de 540 000 tonnes, que l'on produit 8% de café en plus que ce qu'on en consomme et que les prix du café sont, de ce fait, au plus bas depuis 1965. La chute des prix du café a une incidence considérable. Près de 1,5 millions d'emplois sont en effet menacés en Amérique centrale. Les producteurs de café émigrent dès lors de manière illégale à l'étranger;

Tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie kreeg Oxfam heel wat steun van verschillende ministers. Maar de EU blijft voorlopig aan de kant staan.

Op 24 januari werd een petitie met meer dan 130 000 handtekeningen overhandigd aan Douwe Egberts, leider op de Belgische koffiemarkt.

Uit bovenstaande toelichting blijkt duidelijk dat de koffiecrisis niet zal opgelost worden door de markt zijn gang te laten gaan. Het merendeel van de telers blijft afhankelijk van tussenhandelaars en kan nooit economisch zelfstandig worden. Bovendien kan een keurmerk (*in casu Max Havelaar*) niet voorkomen dat er koffiestruiken aangeplant blijven worden met verdere overproductie en prijsdaling tot gevolg. Het antwoord op de koffiecrisis heeft dus een groter kader nodig dan handelsrelaties en consumentengedrag alleen. Bovendien mag de marktlogica niet ten koste gaan van mens en milieu.

Jacinta DE ROECK.
Jan VAN DUPPEN.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A) Gelet op het feit dat de internationale gemeenschap zich heeft verplicht tot een halvering van de wereldwijde armoede in 2015 (één van de millenniumdoelstellingen). En dat zonder een structurele oplossing voor de koffiecrisis deze doelstelling verder weg is dan ooit;

B) Constatierend dat de historisch lage koffieprijsen grote ontwrichtende gevolgen voor ontwikkelingslanden hebben en 25 miljoen koffieboeren wereldwijd in hun bestaan bedreigen;

C) Vanuit de overweging dat de wereldmarkt jaarlijks een koffieoverschot van 540 000 ton baart, er 8% meer koffie geproduceerd dan geconsumeerd wordt en de koffieprijsen hierdoor een dieptepunt sinds 1965 hebben bereikt. De prijsval heeft grote gevolgen. In Midden Amerika staan bijna 1,5 miljoen arbeidsplaatsen op de tocht. Koffieplanters emigreren illegaal naar het buitenland;

D) Considérant que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont encouragé certains pays à investir dans les cultures d'exportation, mais ne les ont pas mis en garde contre d'éventuelles chutes de prix des matières premières qui pouvaient avoir des conséquences catastrophiques;

E) Considérant qu'il y a dix ans, les exportations de café rapportaient aux pays producteurs de café 30% du prix payé par le consommateur final et qu'elle ne leur rapporte plus que 10% aujourd'hui;

F) Considérant que les avantages de l'aide au développement et de la remise de dette dont bénéficient les pays producteurs de café sont neutralisés du fait que la crise du café déstabilise totalement l'économie de certains pays;

G) Considérant que, ces cinq dernières années, les pays producteurs de café ont vu, leurs revenus provenant de l'exportation du café amputés de quatre milliards de dollars;

H) Extrêmement préoccupé par le contenu du rapport d'Oxfam sur le café, rapport qui montre la situation affligeante à laquelle les cultivateurs de café sont confrontés;

I) Considérant que depuis plus de deux ans, la fondation *Max Havelaar* n'est plus en mesure de payer que le prix minimum convenu aux cultivateurs de café;

J) Considérant que divers chefs de gouvernement de pays en voie de développement et diverses organisations internationales ont accordé leur soutien au *Coffee Rescue Plan* d'Oxfam, que les parlements espagnol et néerlandais ainsi que le Sénat et la Chambre des représentants américains et récemment le Parlement européen ont adopté une résolution à ce sujet et que la Belgique ne peut dès lors pas être en reste;

K) Considérant que l'*Association of Coffee Producing Countries* (ACPC), l'*International Coffee Organization* (ICO) et la Banque mondiale reconnaissent qu'il y a des problèmes structurels de surproduction, de stocks trop importants, de stagnation de la consommation et qu'il n'y a pas d'alternatives, mais que les mesures qui ont été prises par l'ICO sont insuffisantes pour ramener les prix du café à un niveau acceptable;

L) Considérant qu'une grande partie des plants de café sont cultivés sur des sols qui ne sont pas appropriés à la culture d'autres produits et qu'il est en outre difficile de cultiver un autre produit agricole permettant d'obtenir des revenus suffisants;

M) Considérant que, bien que le ministre des Affaires étrangères, M. Louis Michel, ait placé la problématique du café à l'ordre du jour du Conseil de

D) Overwegende dat de Wereldbank en het Internationaal Muntfonds landen aanmoedigden om te investeren in exportgewassen, maar hen niet waarschuwde voor de mogelijke catastrofale prijsdalingen van die grondstoffen;

E) Gelet op het feit dat 10 jaar geleden de koffielanden aan de export van koffie 30% van de uiteindelijke consumentenprijs verdienden en het aandeel vandaag nog maar 10% bedraagt;

F) Overwegende dat de voordelen van ontwikkelingshulp en schuldkwijtschelding die koffieproducerende landen genieten, wordt tenietgedaan doordat de koffiecrisis de economie van sommige landen compleet ontwricht;

G) Gelet op het feit dat de koffieproducerende landen de voorbije vijf jaar een totaal verlies aan inkomsten uit de koffie-export hebben geleden van 4 miljard dollar;

H) Uitermate bezorgd over de inhoud van het koffierapport van Oxfam die de schrijnende situatie van de koffieboeren aantoont;

I) Gelet op het feit dat de stichting *Max Havelaar* de boeren al meer dan twee jaar niet meer kan uitbetalen dan de afgesproken minimumprijs;

J) Gelet op het feit dat diverse regeringsleiders uit ontwikkelingslanden alsook internationale instellingen hun steun hebben uitgesproken aan het *Coffee Rescue Plan* van Oxfam, dat het Spaanse en Nederlandse parlement en de Amerikaanse Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers en recentelijk ook het Europees Parlement een resolutie dienaangaande goedgekeurd hebben en dat België daarom niet achterwege kan blijven;

K) Gelet op het feit dat de *Association of Coffee Producing Countries* (ACPC), de *International Coffee Organization* (ICO) en de Wereldbank de structurele problemen van overproductie, grote voorraden, stagnerende consumptie en gebrek aan alternatieven erkennen, maar dat de afgesproken maatregelen genomen door de internationale koffiegemeenschap onvoldoende zijn om de koffieprijzen weer tot een aanvaardbaar niveau te laten stijgen;

L) Gelet op het feit dat veel van de koffie wordt verbouwd op grond die niet geschikt is voor andere producten. Bovendien is het moeilijk om een alternatief landbouwproduct te telen dat een goede prijs oplevert;

M) Gelet op het feit dat ofschoon minister van Buitenlandse Zaken Louis Michel de koffieproblematiek op de agenda van de Europese ministerraad plaatste

ministres européens et qu'il ait, par conséquent, été convenu avec les États membres qu'il était nécessaire de prendre des initiatives pour mettre un terme à ce drame, l'Union européenne n'a pas encore pris de mesures pour résoudre la crise du café;

Demande au gouvernement fédéral :

1. de jouer un rôle moteur, au niveau européen, dans la crise du café en se prononçant sur la nécessité d'appliquer le *Coffee Rescue Plan*, qui permettra de redresser à court terme les prix du café;

2. d'inscrire une nouvelle régulation du commerce du café, et des matières premières en général, à l'ordre du jour international et d'entamer des négociations, en insistant afin que les États-Unis réintègrent l'ICO;

3. de soutenir le programme de qualité de l'ICO, qui prévoit d'éliminer du marché le café de moindre qualité, en appuyant la Commission européenne dans sa tentative de faire vérifier, par un organe indépendant, la qualité des grains de café importés dans l'Union européenne et de mettre les données à la disposition de l'ICO;

4. de collaborer avec la Commission européenne pour mettre sur pied un plan d'action concret, assorti de délais, visant à apporter une solution structurelle à la crise qui sévit dans le secteur des matières premières agricoles, et ce à court, à moyen et à long terme;

5. de soutenir, dans tous les domaines, la vente du café *Max Havelaar*, en s'engageant à ce que les prix payés pour ce café répondent aux besoins sociaux et aux prescriptions environnementales et soient appliqués en accord avec les parties intéressées;

6. de financer des initiatives de diversification en vue de permettre aux cultivateurs de café de produire pour le marché local;

7. d'entamer des négociations sur une *Commodity Management Initiative* devant permettre de résoudre, à long terme, les problèmes de surproduction de diverses matières premières agricoles telles que le café;

8. de mettre en place un nouveau Centre d'expertise pour l'entreprise socialement responsable pouvant inciter les entreprises à élaborer des codes de conduite transparents et contrôlables;

en er bijgevolg met de lidstaten werd overeengekomen dat initiatieven nodig zijn om dit drama aan te pakken, er vooralsnog vanuit de EU geen gevolg werd gegeven om de koffiecrisis te verhelpen;

Vraagt de federale regering :

1. Een voortrekkersrol te spelen in de koffiecrisis op het Europees niveau door zich uit te spreken over de nood van de implementatie van het *Coffee Rescue Plan* dat er op korte termijn voor zorgt dat de prijs van de koffie opnieuw stijgt;

2. Een nieuwe regulering van de handel in koffie, en van grondstoffen in het algemeen, op de internationale agenda te plaatsen en onderhandelingen te starten. Waarbij wordt aangedrongen op een herintreding van de Verenigde Staten in de ICO;

3. Het kwaliteitsprogramma van de ICO te ondersteunen dat voorziet in het van de markt halen van koffie van lagere kwaliteit, door de Europese Commissie te steunen bij haar poging via onafhankelijke controle de kwaliteit van de in de Europese Unie ingevoerde koffiebonen te screenen en de gegevens beschikbaar te stellen aan de ICO;

4. Samen met de Europese Commissie te werken aan een concreet, tijdsgebonden actieplan voor de structurele aanpak van de crisis in de sector van de landbouwgrondstoffen, zowel op korte, als op middellange en lange termijn;

5. De verkoop van koffie met *Max Havelaar* keurmerk op alle terreinen te ondersteunen met de verbintenis dat voor deze koffie prijzen betaald worden die tegemoet komen aan sociale behoeften en milieueisen, en worden geïmplementeerd in samenwerking met stakeholders;

6. Initiatieven rond diversificatie te financieren om koffieboeren kansen te geven producten te produceren voor de lokale markt;

7. Onderhandelingen op te starten rond een *Commodity Management Initiative* dat er toe moet leiden dat lange termijnoplossingen gevonden worden voor de structurele overproductie van diverse landbouwgrondstoffen zoals koffie;

8. Een nieuw Kenniscentrum voor maatschappelijk verantwoord ondernemen op te richten, dat bedrijven kan stimuleren transparante en controleerbare gedragscodes te ontwikkelen;

9. de promouvoir le plus possible la consommation de produits portant le label *Havelaar* au sein de ses propres services et d'assumer ainsi son rôle d'exemple en tant qu'autorité publique.

15 septembre 2003.

9. In eigen diensten maximaal het gebruik van het *Havelaar*-keurmerk te stimuleren en zo haar voorbeeldfunctie als publieke overheid op te nemen.

15 september 2003.

Jacinta DE ROECK.
Jan VAN DUPPEN.